

## ENTRETIEN AVEC LE COLONEL ALI HAMLAT,

## Voilà comment sont nés les

De manière paradoxale, la publication de ce témoignage doit beaucoup à un universitaire algérien qui, dans les idées qu'il développe, ne fait pas secret de son hostilité à l'institution militaire et aux services de renseignements en Algérie. Il lui est parfaitement loisible de professer de telles idées, ce n'est pas cet aspect des choses que je lui reprocherais. Dans l'examen de questions aussi sensibles, je l'aurais, volontiers, invité à plus de discernement grâce à une rigueur méthodologique plus éprouvée. En tous les cas, c'est bien par le biais de la lecture critique de l'entretien accordé par Addi Lahouari, durant l'hiver 1999, à l'organe disparu du FFS Libre Algérie, que j'en suis arrivé à rédiger ce témoignage.

Examinant les rapports entre le président de la République Abdelaziz Bouteflika et l'Armée Nationale Populaire, l'auteur s'était livré, dans cet entretien, à des raccourcis excessifs qui ne reposaient ni sur une argumentation sérieuse ni sur des preuves probantes. Ainsi, notre auteur pour étayer, faussement, un présupposé (M. Abdelaziz Bouteflika fait partie du Malg, les services de renseignements durant la guerre de libération nationale) cultive-t-il l'amalgame entre les structures militaires de la Wilaya V et le Malg, proprement dit. Cela constitue, déjà, une contre-vérité historique.

De manière plus contestable, cependant, c'est l'aspect moral des propos développés par notre auteur qui a le plus retenu mon attention. Addi Lahouari qui, sans les appuyer de preuves irréfutables, s'était livré à des jugements de valeur intempestifs sur les cadres de ce fameux Malg énonçait, avec force assurance, que «ces fameux enfants de Boussouf («les Boussouf's boys») voyaient des

traîtres partout et nourrissaient une haine pour les élites civiles».

A la lecture de cette sentence, c'est l'image du Commandant Ahmed Zerhouni (Ferhat), depuis disparu, qui s'était imposée à mon esprit. Pour ne pas avoir toujours adhéré aux points de vue de cet aîné, je ne saurais lui dénier, cependant, ses qualités d'intelligence, de disponibilité aux activités de l'esprit ni occulter les relations d'harmonie qu'il entretenait avec une partie importante de l'élite intellectuelle du pays.

Convaincu que la sentence prononcée énoncée par Addi Lahouari ne correspondait pas, au moins, au cas de l'officier que je viens d'évoquer, je fus amené à m'intéresser, globalement, à l'encadrement des services de renseignements algériens en tentant de recueillir des informations sur l'origine sociale de ceux qui en ont été l'ossature, sur leur cheminement intellectuel et leur itinéraire intellectuel.

Les recherches effectuées ont permis de recueillir des données pertinentes sur le caractère éminemment intellectuel de la démarche qui, dès le départ, avait inspiré les fondateurs des services de renseignement algériens. Il s'agissait de regrouper dans un cadre organisé l'élite du pays, de lui faire subir une formation politique et militaire appropriée pour consolider en elle le sentiment patriotique et encourager les facultés d'analyse, puis de lui confier les tâches complexes qu'il fallait assumer dans le cadre de la confrontation ouverte avec la puissance coloniale.

Des premiers pas du processus, c'est-à-dire depuis la mise en place des structures de la Wilaya V jusqu'à l'achèvement, en apothéose, de la mission confiée au Malg, la

dimension intellectuelle n'a jamais été absente dans les activités de renseignements en Algérie.

Ce témoignage vise, précisément, à corriger une injustice largement cultivée à l'encontre de ces «soldats de l'ombre» en levant le voile sur cette première promotion des cadres de la Wilaya V, dont les membres ont, effectivement, constitué, pour la plupart, l'ossature du Malg. Sur l'origine des stagiaires de cette promotion, le degré de leur engagement, la qualité de l'enseignement dispensé et le mode d'organisation des cours théoriques ainsi que la nature de la préparation militaire subie, ce sont les membres de la promotion eux-mêmes qui, légitimement, témoignent. Le Colonel El Hadi n'est, en réalité que le porte-parole de tous ses compagnons dont le témoignage, chaque fois que possible, a été recueilli. Il s'agit bien d'un témoignage collectif même s'il s'exprime par la bouche d'un témoin particulier.

Il est souhaitable que ce premier essai soit suivi par d'autres tentatives destinées à reconstituer le fond commun de l'histoire nationale, y compris ses aspects liés aux activités de renseignements. C'est à ce prix que l'Algérie pourra réconcilier sa jeunesse et la convaincre de s'inspirer avec fierté du combat de ses aînés.

A Belaïd Abdesslam qui était en charge de l'enseignement relatif à l'histoire du mouvement national algérien, Abdelhafidh Boussouf avait notifié cette brève consigne : «Ces jeunes combattants doivent comprendre que le Premier Novembre n'est pas tombé du ciel». Que nos jeunes comprennent que rien ne leur aurait été acquis sans le sacrifice de leurs aînés. C'est ainsi que se perpétue l'esprit de défense qui fonde les grandes nations.

Entretien réalisé par Mohamed Chafik Mesbah

**Mohamed Chafik Mesbah :** Je vous salue amicalement, Colonel Hamlat, vous qui êtes plus connu sous le pseudonyme de Si Yahia. Je vous remercie d'avoir accepté d'accomplir ce devoir de mémoire qui doit, notamment, nous éclairer sur l'apport de l'élite intellectuelle du pays à la guerre de Libération nationale. C'est bien de cela qu'il s'agit puisque notre entretien porte sur l'histoire de la première promotion des cadres de la Wilaya V, composée d'étudiants et de lycéens et organisée par le défunt Colonel Abdelhafidh Boussouf, durant les premières années de la guerre de libération nationale...

**Ali Hamlat :** Oui, c'est une promotion particulièrement intéressante dont l'histoire gagne à être portée à la connaissance des Algériens. Notez, cependant, que je me soumetts à l'exercice avec la condition expresse que les informations dont je fais état au cours de cet entretien soient validées par d'autres compagnons qui doivent conserver d'autres souvenirs des choses à propos des conditions de déroulement de cette promotion. Cette promotion est intéressante en ce qu'elle illustre, notamment, l'aboutissement d'une démarche intellectuelle laborieuse. Une démarche initiée par le défunt Si Abdelhafidh Boussouf (Si Mabrouk) lequel, tout homme de pouvoir qu'il n'était pas, était très pragmatique. Nationaliste et militant déterminé de la cause nationale, Abdelhafidh Boussouf avait décidé, donc, de créer, en Wilaya V, une école destinée à pourvoir

l'ALN en cadres de qualité, intellectuellement outillés et militairement formés. Cette décision est le résultat d'un examen attentif de l'évolution de la lutte révolutionnaire, tout particulièrement, du système de guerre qui, de manière empirique, se mettait, progressivement, en place. La démarche ne sortait pas des laboratoires d'une école savante de type académique. C'est à l'épreuve du terrain, suffisamment tôt toutefois, que Abdelhafidh Boussouf s'était rendu compte qu'il fallait anticiper sur les événements, qu'ils fussent d'ordre politique ou militaire. Sur le plan militaire, tout d'abord, Abdelhafidh Boussouf s'était rendu compte qu'il ne suffisait pas d'avoir un fusil et d'être armé de sentiments patriotiques pour gagner une guerre d'indépendance. Abdelhafidh Boussouf s'était rendu compte que le fusil ne pouvait pas, à lui seul, ramener la victoire. La victoire exigeait l'apport des étudiants et des intellectuels, c'est-à-dire de la sève intellectuelle. Je veux dire qu'Abdelhafidh Boussouf avait très vite compris que si la guerre révolutionnaire devait s'appuyer sur la masse, la victoire était subordonnée à l'implication de l'élite. Sur le plan militaire, justement, Abdelhafidh Boussouf avait pris acte que le moudjahed avait certes rapporté un certain nombre de résultats mais qu'ils étaient restés, hélas, inexploités. La raison ? L'absence de cette sève intellectuelle qui donne de la valeur ajoutée au résultat brut.

**Et sur le plan politique ?**

Je n'en ai pas terminé

avec l'aspect militaire. Abdelhafidh Boussouf avait, en fait, compris que, dans la conduite d'une guerre révolutionnaire, la victoire militaire tenait, principalement, à la disponibilité d'une base arrière. Une base d'appui pour, à la fois, organiser le soutien logistique aux opérations militaires menées à l'intérieur et assurer la formation des cadres nécessaires au combat. Le commandement de la Wilaya V, la wilaya la plus étendue du territoire national, a disposé, en effet, rapidement de possibilités inattendues pour le développement de l'action révolutionnaire, sans pouvoir en tirer profit sur-le-champ. Pour preuve, les réseaux de transmission de l'armée française étaient très développés, avec donc des possibilités importantes d'intrusion de la part de l'ALN mais celle-ci était démunie de moyens techniques et de cadres rompus à l'utilisation des équipements, le recueil de l'information et, surtout, son exploitation. Au fur et à mesure du déroulement de la guerre de libération, il apparaissait combien le développement du réseau militaire français de transmissions offrait de possibilités. Il fallait, donc, dans un premier temps, organiser les réseaux d'écoute radio, c'était capital. C'est le commandant Omar Tellidji, originaire de Laghouat, qui a joué dans ce domaine, un rôle important parallèlement au développement des réseaux de liaisons générales. C'était un déserteur des rangs de l'armée française, officier des transmissions au sein d'une unité militaire stationnée au Maroc. Approché par Si Abdelhafidh Boussouf, il avait accepté d'accomplir son devoir national en rejoignant les rangs de l'ALN.

Avec l'aide de certains intellectuels algériens originaires d'Oujda dans un premier temps et, dans un deuxième temps, avec d'autres Algériens qui résidaient au Maroc, il a réussi à former une série de promotions de techniciens et d'opérateurs des transmissions. Les Français se trouvèrent alors rapidement, face à des unités militaires de l'ALN parfaitement équipées en moyens de transmissions. Ceci n'est pas une digression inutile puisque la formation des cadres de la promotion Larbi Ben M'hidi était, notamment, destinée à former des cadres capables d'exploiter la masse d'informations recueillies par l'écoute échangées entre unités de l'armée et entités de l'administration françaises. Pour recadrer, cependant, le sujet par rapport à la promotion Larbi Ben M'hidi, il faut mettre en évidence deux autres contraintes militaires apparues au niveau de la Wilaya V et liées au développement de la guerre de Libération nationale. La première concernait la mission de contrôle au sein des unités de l'ALN. Ce contrôle était indispensable pour maîtriser l'évolution de la lutte armée et répondre aux exigences du combat et du commandement. D'autant que la qualité de l'encadrement militaire des unités était à parfaire au regard des faibles qualifications des moudjahidine de la première heure. La seconde se rapportait à la nécessité d'exploiter utilement la masse d'informations recueillies. En résumé, la première promotion des cadres de la Wilaya V avait pour but de former des officiers capables, d'une part, d'assurer le contrôle interne des unités de la

Wilaya V et, d'autre part, d'exploiter, rationnellement et efficacement, les informations recueillies par tout moyen disponible. En rapport avec les transmissions, mais aussi des informations recueillies auprès de prisonniers et toute autre source susceptible d'améliorer notre capital documentaire.

**Cette promotion ne visait pas des objectifs politiques ?**

Il ne faut pas déformer la réalité. Les impératifs opérationnels étaient prédominants dans la formation qui nous avait été dispensée. Nous avions vocation à devenir des officiers de renseignements en charge du soutien opérationnel et de l'inspection des unités de l'ALN dans la Wilaya, Abdelhafidh Boussouf tenait, cependant, à ce que les cadres de la Révolution soient bien formés politiquement aussi, afin de pouvoir comprendre les enjeux de la lutte qui était engagée. Avait-il un autre objectif qu'il n'avouait pas ? Abdelhafidh Boussouf songeait, probablement, à faire des cadres de cette promotion un des noyaux de l'encadrement politico-administratif de la future Algérie indépendante. Non point dans le but d'acquiescer le pouvoir mais, plus prosaïquement, dans le but de fournir à l'Algérie indépendante des cadres de qualité, capables de faire face aux défis que poserait son développement. Laroussi Khelifa, le directeur de stage, nous répétait volontiers avec une manière particulière de prononcer le t : «Vous êtes les futurs ministres de l'Algérie indépendante !»

**Vous avez parlé de techniciens de transmis-**

sions formés à l'initiative du commandant Omar Tellidji. Il semblerait que la promotion Larbi Ben M'hidi n'ait pas été la première promotion de cadres formés en la Wilaya V ?

Oui, vous songez, probablement, à ce qui fut appelé la Commission de contrôle et d'information, une promotion de contrôleurs formée durant l'été 1956 et dont les membres eurent à exercer des fonctions de commissaires politiques. Le directeur de stage était si Abdelhafidh Boussouf lui-même. La promotion, de composition mixte, comportait, selon les informations dont je dispose, dix-neuf membres dont huit jeunes filles. Ne vous méprenez pas sur cette mixité. Rien d'extraordinaire, la Wilaya V a compté bien des héroïnes comme Saliha Ould Kablia, tombée au champ d'honneur les armes à la main dans la région de Mascara en 1956. Notez, plutôt, sans politique évident, que les moudjahidate de cette promotion avaient pour mission de s'enquérir de l'état d'esprit de la femme rurale face aux contraintes de la lutte armée. C'était un travail d'auscultation politique et psychologique des entrailles de la population. Les membres de cette promotion étaient tous d'un niveau de formation secondaire.

Seize d'entre eux ont été dépêchés sur le territoire de la Wilaya V pour le contrôle des zones, une inspection multiforme comme je l'évoquais. Parmi les membres de cette promotion, citons, notamment, les noms de Hadjadj Malika, Miri Rachida, Hamid Ghozali, Abdessmed Chellali, Berri Mustapha, Mohamed Semache et Kerzabi Smail.

## ALIAS EL HADI, ALIAS YAHIA

## services secrets algériens...

1<sup>re</sup> partie

⑩ La durée de cette formation, faut-il le souligner, a été d'un mois, plus courte, comme vous le voyez, que pour la promotion Larbi Ben M'hidi. Pour cette promotion de 1956 que vous évoquez, il serait intéressant, sans doute, de reconstituer son programme de formation et de recueillir le témoignage de ses membres. Elle participe, probablement, de cette démarche éclairée d'Abdelhafidh Boussouf en direction des jeunes intellectuels du pays.

**Revenons à la promotion Larbi Ben M'hidi proprement dite. Comment s'est effectué le choix de ses membres et quel a été le mode de leur regroupement ?**

Un appel à la mobilisation des étudiants avait été lancé par le commandement général de la Wilaya V après la grève de l'Ugema. Si les étudiants de cette promotion provenaient de familles d'Algériens installées au Maroc, la composition était, cependant, assez diversifiée. Certains stagiaires venaient d'Alger ou de France. Nous comptons parmi nous Ouali Boumaza (Tayeb), un jeune lycéen d'Alger qui fera trembler l'Etat français, lorsque, grâce au réseau de renseignement qu'il avait tissé à Paris, il put accéder, lors des négociations pétrolières menées avec la France, aux documents classifiés du Quai d'Orsay. La caractéristique générale pour ces membres de la promotion Larbi Ben M'hidi résidait dans leur niveau intellectuel. Ils étaient tous lycéens et, pour certains, bacheliers. Autrement, il fallait, simplement, être un Algérien animé de sentiments patriotiques pour faire partie de notre promotion. A cette époque, ce n'était pas ce qui manquait dans un mouvement parfaitement organisé à l'intérieur des villes marocaines dans le cadre de l'Ugema, elle-même contrôlée par l'organisation FLN du Maroc.

**Dans quel état d'esprit ces étudiants et ces lycéens ont rejoint leur lieu de mobilisation ?**

Certes, ces lycéens et étudiants vivaient, au Maroc, dans des conditions de vie parfaitement pacifiques et heureuses. Des conditions qui étaient tout à fait déséquilibrées, cependant, par rapport à celles de leur peuple et de leurs frères étudiants qui mourraient en Algérie. Répondre à l'appel de l'ALN c'était pour eux la possibilité de rétablir cet équilibre perdu. Aucun d'entre nous ne s'est trouvé dans l'obligation de rejoindre, par la contrainte,

les rangs de la Wilaya V. C'était une adhésion, totalement, volontaire. D'ailleurs, il faut souligner que les lycéens et étudiants mobilisés au titre de la promotion Larbi Ben M'hidi militaient déjà, malgré leur jeune âge, dans les structures de l'Ugema et du FLN. Cherif Belkacem, plus connu sous le nom de Si Djamel qui a appartenu à la promotion, était un responsable de l'Ugema au niveau du Maroc et il avait déjà rejoint le FLN. Notre responsable au sein de l'Ugema, dans la ville de Meknès ou je résidais, était Mahfoud Hadjadj et il relevait, déjà, de l'Organisation du FLN. En réalité, il faut remonter plus loin dans l'histoire pour comprendre notre adhésion au combat révolutionnaire. Nous étions tous des scouts et les Scouts Musulmans Algériens étaient une véritable école et une pépinière de cadres révolutionnaires. Nous apprenions les chansons patriotiques dès l'âge de 10 ans, nous apprenions à vivre en pleine campagne, sans secours. Les SMA étaient pour nous une première école patriotique avant même l'école des cadres. Tout ce contexte historique a contribué à former la conscience collective de la jeunesse algérienne.

**Justement, essayons, à travers votre parcours personnel, d'illustrer l'itinéraire des membres de cette promotion. Comment avez-vous rejoint, pour votre part, le lieu de mobilisation ?**

Me trouvant en déplacement à Tanger, j'avais constaté, sitôt rentré à Meknès où je résidais, que l'ensemble des éléments de la section Ugema avaient disparu. Je m'étais rendu, alors, dans un lieu où nous avions l'habitude de nous retrouver après une réunion de section de l'Ugema ou pour rassembler l'argent issu de la vente du journal *El Moudjahid*. Arrivé sur les lieux, j'avais eu à constater la présence, à l'abandon, des bicyclettes appartenant à mes compagnons et même le scooter qui appartenait à Ali Tounsi. J'avais compris que quelque chose d'insolite s'était produit. Je me suis renseigné auprès des familles des compagnons qui se posaient, elles aussi, des questions après la disparition de leurs enfants. Je pressentais que quelque chose se tramait. Nous savions bien qu'il était question de rejoindre le maquis mais sans autre précision. Avec l'un de mes amis Djabbalah, je me souviens que nous nous sommes rendus avec mon scooter de Meknès à Rabat, au siège du FLN régional au Maroc. J'avais vu, alors, un certain Chaouch auprès duquel

nous protestâmes violemment que certains d'entre nous pouvaient être favorisés par rapport à d'autres pour rejoindre les rangs de l'ALN. Nous fûmes rassurés par la promesse qu'un deuxième groupe de jeunes allait rejoindre le premier dans un délai de quinze jours. Une nuit, un bus effectua, en effet, le ramassage collectif, dans le plus grand secret, nous permettant de rejoindre nos camarades dans la maison des Benyekhlef à Oujda. Tout de suite nous étions dans le bain. Je me souviens, pour ma part, que j'avais sur moi un pistolet «récupéré» dans l'armoire d'un maître d'internat de l'extrême droite dans le lycée où moi-même j'étais, maître d'internat ou selon la formule consacrée, «pion». En fait, j'étais en classe de terminale et je préparais le baccalauréat moderne et technique.

**Comment s'est déroulé votre accueil au centre de formation ?**

La formation a débuté au début du mois de juillet 1957. A mon arrivée au centre, j'ai remis mon pistolet au premier responsable qui se manifesta. Je ne me souviens pas s'il s'agissait de Laroussi Khelifa. Il a fallu, ensuite, se débarrasser de ses habits civils, de ses papiers et même... de son propre nom. C'était comme si on ne s'appartenait plus. C'était quelque chose qui nous avait profondément impressionnés. Nous n'étions plus nous-mêmes. Nous étions de jeunes cadres de l'Armée de libération nationale. Le choix de pseudonymes était le corollaire de ce dépouillement de personnalité. C'était un acte symbolique mais aussi une mesure de sécurité préventive. Il ne fallait surtout pas que les autorités coloniales, civiles et militaires particulièrement présentes à Oujda, puissent avoir vent de notre présence. Connaître nos noms pouvait leur permettre de renforcer leur action sur l'ALN et de retrouver la trace de nos familles au Maroc. Et même, dans mon cas, en Algérie. Bref, le défunt Abdallah Arbaoui, l'officier de sécurité du centre, distribua de manière aléatoire les pseudonymes. J'héritais, pour ma part, du pseudonyme d'El Hadi, mais ma vie sera marquée par une longue histoire tumultueuse avec la série de pseudonymes dont je fus affublé. Nous avons été, aussitôt après, dotés d'une tenue de combat uniforme et confrontés, dès la première nuit, à l'abondance de poux.

**Décrivez-nous, sommairement, les lieux successifs qui ont abrité cette formation...**

En fait, il faut parler de deux lieux de formation. La formation théorique s'est déroulée dans la maison des Benyekhlef à Oujda. La formation militaire s'est déroulée dans la ferme des Bouabdallah bordant la rivière Moulouya. Commençons par la maison des Benyekhlef. C'était une construction mauresque entourée d'un mur assez haut qui ne permettait pas de voir de l'extérieur ce qui se passait à l'intérieur. Il y avait un patio avec un jet d'eau. Il y avait, également, un verveinier dont je garde un bon souvenir tant je me servais de ses feuilles pour me préparer une tisane chaque fois que j'en avais la possibilité. C'était une demeure assez vaste qui permettait d'abriter, en même temps, le commandement de l'école en bas, et les stagiaires en haut, classes et dortoirs inclus. L'édifice était carré avec un patio et un jardin au milieu. C'était à partir de ce patio que nous entretenions le seul contact avec le monde extérieur à travers le ciel que nous prenions plaisir à contempler. Commençons par le haut de la bâtisse. Il y avait une grande salle de cours où nous pouvions tous nous asseoir et travailler, même en étant serrés. Pour la partie dortoir, nous disposions de trois chambrées agrémentées de lits métalliques superposés. Je me souviens, parfaitement, de la première nuit. Je portais un tricot blanc qui, au réveil, était devenu gris à cause des poux qui pullulaient. Nous disposions de toilettes collectives avec une eau disponible en tout temps.

**Les Benyekhlef avaient-ils évacué les lieux ?**

Absolument. Seule est restée notre famille nourricière, les Baamar, composée du père, de sa femme et d'un petit enfant. Nous étions gavés de lentilles, de pois chiches et de légumes secs. Nous vivions dans une clandestinité totale et je me souviens des cas rarissimes où un élément était sorti de nuit de manière tout à fait discrète pour rendre visite à un médecin et recevoir les soins d'urgence. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque, l'armée française, c'est-à-dire la 30<sup>e</sup> division d'infanterie, implantée tout le long de la frontière marocaine, était particulièrement agressive, même en ville. La présence française au niveau du consulat d'Oujda se faisait lourdement sentir. Il fallait faire très attention pour éviter que notre présence ne soit éventée par les services de renseignement français. D'ailleurs, pour préserver toute tentative hostile, nous, les stagiaires, assurions des tours de garde réglementaires.

**Et pour le lieu de votre formation militaire ?**

Cette formation s'est déroulée dans la ferme des Bouabdallah, située en territoire marocain. L'avantage qu'elle offrait pour nous était cette possibilité de vivre à l'air libre, sans ce climat de suffocation qui pesait sur nous à Oujda. Cette ferme étant située au bord d'une rivière, la Moulouya, où nous nous sommes exercés, subrepticement, à pêcher des poissons à l'aide de menus bâtons d'explosifs dont nous disposions. C'était là l'une des rares sources de notre alimentation en protéines. Nous vivions dans des écuries, mais bien contents d'en disposer. Ces écuries nous servaient de dortoir, la salle de cours, c'était un hangar où nous pratiquions également du close combat. Nous avions confectionné une grande maquette au 1/50 000<sup>e</sup> représentant un théâtre d'opérations, en l'occurrence la zone montagneuse sur laquelle nous pratiquions nos entraînements dans le cadre de la progression sur le terrain avec même la position des pièces, des unités, des sections et des groupes de combat pour illustrer la manière dont il fallait notamment franchir les barbelés.

**Cela voulait-il dire que vous étiez à l'abri d'attaques de l'armée française ?**

Pas du tout. Nous devions nous déplacer sous camouflage car la reconnaissance aérienne française était quasi permanente. D'ailleurs, nous effectuions des exercices de marche de nuit au cours desquelles nous dûmes plonger dans des mares de boue pour échapper à la vue d'unités de l'armée française en patrouille.

Je me rappelle que vers la fin de la formation militaire, le centre avait fini par être repéré par un avion d'observation français, un piper, qui nous avait survolé, moteur éteint et à très basse altitude.

Nous pouvions même voir le visage du pilote alors que nous procédions à un maniement d'armes en plein air. Abdallah Araboui avait pris, le soir même, la sage décision de faire évacuer le centre qui fut détruit, le lendemain, par deux avions T6 de l'armée française. C'est vous dire que la frontière n'était pas un obstacle étanche pour l'armée française qui considérait cette partie du territoire marocain comme une zone permanente de combat.

**Décrivez-nous, à présent, la composition de la promotion Larbi Ben M'hidi...**

D'abord, arrêtons-nous

au nombre. Le recensement effectué, in fine, par l'Association des anciens du Malg a permis de situer à soixante-douze le nombre de stagiaires de cette promotion. Pour la majorité, nous venions des classes de terminale ou de première secondaire des lycées marocains.

La promotion comprenait également des membres qui étaient déjà à l'université et qui ont rejoint l'encadrement pédagogique du centre. Je me rappelle, notamment, de Noureddine Delleci, Abdelaziz Maoui et Mustapha Moughlam. Pour ce qui concerne l'origine sociale et géographique, les membres étaient tous issus de familles algériennes établies au Maroc. Ce n'était pas un choix délibéré. La Wilaya s'était retrouvée en présence d'une masse d'étudiants disponibles, volontaires, patriotes, déjà structuré au sein de l'Ugema et même du FLN.

C'est tout naturellement que le commandement de la Wilaya V a recouru à ce vivier inespéré pour, d'une part, combler les besoins apparus à la lueur du développement de la lutte armée et, d'autre part, absorber l'impatience de jeunes étudiants qui, ayant observé l'ordre de grève de l'Ugema, rêvaient d'en découdre avec l'occupant colonial. Je me souviens, d'ailleurs, d'un fait important, survenu juste après le détournement de l'avion des cinq dirigeants du FLN. Nous, jeunes Algériens du Maroc, étions particulièrement révoltés par cet acte de piraterie et étions prêts à organiser des repréailles, de manière autonome, sans l'accord du FLN.

Je me souviens, également, de l'assassinat de notre voisin et ami, le pharmacien Rahal à Meknès qui avait reçu un colis piégé, entraînant dans sa mort son père et ses enfants. Nous étions particulièrement révoltés et nous voulions agir. Je pense que cet état d'esprit a dû conduire le commandement de la Wilaya V à précipiter notre mobilisation.

**Sur le plan social, quel était l'origine des membres de cette promotion Larbi Ben M'hidi ?**

Encore une fois, tous étaient issus, en règle générale, de familles de réfugiés, de fonctionnaires au service du gouvernement marocain ou, accessoirement, de commerçants et d'agriculteurs établis au Maroc de longue date. La petite bourgeoisie, pour utiliser une formulation marxiste...

M. C. M.  
(A suivre)